

Annexe :

Méthode d'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées.

1) Les éléments constitutifs du PRIPI

Le PRIPI est à la fois une analyse et un programme d'actions.

L'analyse de la situation s'appuie sur les données des atlas régionaux que constitue, en partenariat avec l'INSEE, le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (Service des études et des statistiques). Elle peut être complétée par les éléments de connaissance dont vous disposez, en provenance, par exemple, du recensement de la population ou encore par les données de l'Education nationale. Cette analyse concerne à la fois l'existant (la présence des communautés étrangères, leurs caractéristiques, leurs difficultés) et les évolutions attendues de la situation (nouveaux flux migratoires, processus d'intégration, de dispersion ou de concentration...).

Le programme d'actions doit comprendre à la fois des orientations, des lignes directrices et un catalogue de mesures concrètes, assorti d'un calendrier.

Il ne s'agit pas de produire un document volumineux. La forme est laissée à votre appréciation. L'essentiel est de disposer d'un programme qui permette de décliner et d'amplifier la politique du Gouvernement en faveur des migrants, susceptible de rassembler les acteurs de la région autour de réalités constatées et vécues.

2) Les partenaires du PRIPI

Le programme régional d'intégration des populations immigrées est élaboré dans un esprit de partenariat. L'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration), opérateur de l'Etat, y est associé. Les collectivités locales, en particulier celles qui développent des actions dans ce domaine, doivent être sollicitées. Vous pouvez aussi vous appuyer sur le réseau associatif, sur les centres de ressources financés par la DAIC (ADRIC, RECI, INFOMIE...) et sur les correspondants de la CNHI (Cité nationale de l'histoire de l'immigration). La DAIC vous fournira la liste des structures qui disposent de relais ou de représentation dans votre région.

L'Education nationale est un acteur majeur de l'intégration, en particulier par son investissement dans les classes spécialisées pour enfants non francophones. Les opérateurs en charge du logement des travailleurs migrants (ADOMA par exemple) pourront aussi être sollicités. Les chambres consulaires sont sensibilisées par les questions de promotion des diversités.

Au niveau local, là où ils existent, vous pouvez utiliser les agents de développement local pour l'intégration (ADLI), financés par le programme de la DAIC.

Vous pourrez vous appuyer, le cas échéant, sur les accords-cadres signés avec plusieurs organismes publics ou privés: Pôle-emploi, la Fondation Agir contre l'Exclusion, etc.

.../...

3) Le calendrier de réalisation.

Les PRIPI seront réalisés au cours du premier semestre 2010. Ils doivent s'inscrire dans une perspective triennale (2010-2012) mais peuvent être corrigés chaque année en fonction des évolutions constatées.

4) Le financement du PRIPI

Le financement est assuré, à titre principal, par les crédits déconcentrés du programme 104 (intégration et accès à la citoyenneté française), accompagnés, le cas échéant, des crédits du FEI (fonds européen de l'intégration). Ces crédits viennent de vous être délégués. Les DRJSCS ont été désignés en tant que responsables des BOP. Une fraction des crédits peut être utilisée pour l'élaboration du document, dans le cadre éventuel d'une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Pour l'année 2010, les priorités du programme 104 sont les suivantes :

- l'aide et l'accompagnement des femmes immigrées ;
- l'accompagnement des familles (aide à la parentalité, éducation..) ;
- la pratique de la langue française (orale et écrite) ;
- l'accompagnement des immigrés âgés ;
- l'aide à l'accès à l'emploi et la valorisation des acquis et des savoir-faire ;
- l'incitation à la participation citoyenne ;
- l'apprentissage des règles du "vivre ensemble" et l'assimilation des valeurs de la République ;
- la valorisation de la mémoire des migrations.

Lorsque la politique d'intégration recoupe d'autres politiques publiques menées dans les territoires, des actions coordonnées peuvent être initiées et utiliser des crédits en provenance, par exemple, du programme 147 ou de l'ACSE.

5) Déclinaison départementale

Le PRIPI peut se décliner là où vous le jugerez nécessaire, en lien avec les préfets de département, en plans départementaux. Les PDI (programmes départementaux de l'intégration) adopteront la même architecture.

Le critère de choix sera l'importance de la population immigrée ou des problématiques spécifiques à certaines communautés, y compris en milieu rural.

Le cas échéant, les PDI peuvent définir des territoires infra-départementaux, parfois plus pertinents pour traiter des questions d'implantation des populations immigrées, sur lesquelles ils concentreront leurs actions.

6) L'animation du PRIPI

Pour élaborer et animer le PRIPI, vous pouvez vous appuyer sur les DRJSCS qui intègrent en leur sein des compétences en provenance de l'ACSE. La méthode d'animation est laissée à votre appréciation : commission régionale, groupes de travail, etc.

7) L'accompagnement des programmes nationaux

Le ministère conduit à l'échelon national plusieurs opérations qui doivent être accompagnées au niveau local. Ces programmes seront déclinés dans le PRIPI :

- la promotion du label diversité

Le label diversité (certification "AFNOR") est le principal outil de la lutte contre les discriminations dans les entreprises et, dans le même temps, un instrument de leur valorisation. La promotion du dispositif sera conduite auprès des acteurs économiques.

- le programme « Ouvrir l'école aux parents »

L'objet de ce programme, réalisé avec le ministère de l'Education nationale, est d'approfondir le lien entre l'école et les parents étrangers, tout en permettant à ces derniers d'accéder à des prestations linguistiques.

- les bourses "PARP"

Les bourses "PARP" accompagnent des étudiants très méritants ayant suivi une partie de leur scolarité dans des classes pour enfants non-francophones.

- les prix de l'intégration.

Les prix de l'intégration récompensent des personnes ayant connu des parcours remarquables ou des structures particulièrement investies pour l'intégration des migrants.

Le PRIPI prend en compte les actions réalisées dans la région par l'OFII au titre des formations linguistiques, soit au titre du CAI, soit destinées à un public "hors-CAI".

7) L'animation du dispositif national

L'animation du dispositif est réalisée par la DAIC (direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté). Cette dernière met à la disposition des acteurs locaux, à travers le site internet du ministère, la totalité des ressources documentaires disponibles

La DAIC proposera des regroupements nationaux aux services chargés d'élaborer et de suivre les PRIPI et les PDI. Elle se rendra en région.